

Je vous le dis souvent : nous devrions [nous abonner à Mediapart](#).

La raison principale en est qu'il n'y a guère plus d'autres « journalistes » indépendants des milliardaires (voir le livre IMPORTANT de Laurent Mauduit : « Main basse sur l'information »).

Mais voici qu'en plus, Mediapart recourt maintenant aux services de Romaric Godin (récemment viré du « journal » La Tribune, probablement pour trop grande subversivité), un formidable révélateur d'informations utiles !

Lisez bien l'article ci-dessous, que je prends la liberté de reproduire en entier vu l'urgence et l'importance, article qui confirme fortement ce que clament et démontrent André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder depuis plus de 10 ans (vous devriez relire cet article important du blog — et ses commentaires —, de mai 2007 : [Non, ce n'est pas « trop cher » : le financement des besoins collectifs est rendu sciemment ruineux par un sabotage monétaire étonnant](#)).

Voici le précieux article :

Reprendre le contrôle de la création monétaire pour échapper à l'austérité

10 juillet 2017 par [ROMARIC GODIN](#)

Source : Mediapart, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/100717/reprendre-le-contrôle-de-la-creation-monetaire-pour-echapper-l-austerite>

Dans un ouvrage récemment paru outre-Manche, l'économiste Ann Pettifor explique pourquoi le monde ne saurait être « à court d'argent » pour financer les grands défis qui lui font face, comme l'égalité sociale et le changement climatique. La seule condition reste d'ôter aux banques le pouvoir de création monétaire qu'elles détiennent seules et sans vrai contrôle. Une lecture qui permet de relativiser les « urgences » prétendues de l'actuel gouvernement français en matière économique et financière.

Quelques jours avant les élections générales britanniques du 7 juin dernier, [la première ministre Theresa May répondait à la télévision](#) à une infirmière qui demandait des hausses de salaires pour le personnel du service national de santé (NHS) : « Il n'y a pas d'arbre magique à argent (there is no magic money tree) que nous pourrions secouer pour disposer de l'argent que les gens désirent. » Cette réponse est un grand classique de la pensée libérale pour justifier l'austérité budgétaire sous le couvert d'un prétendu « bon sens ». Il est d'ailleurs repris ces jours-ci par le gouvernement français, qui estime que, parce que le déficit public pourrait être en 2017 de 3,2 % du PIB, plutôt que de 2,8 %, la France est entrée dans « l'état d'urgence budgétaire ».

Theresa May répond à une infirmière qu'il n'y a pas « d'arbre magique à argent ». © Youtube

En septembre 2014, le commentateur politique Jean-Michel Apathie pensait avoir liquidé en un tweet tout débat économique autour de cette réflexion : « [À ceux qui disent qu'une autre politique est possible : Y A PLUS DE SOUS ! C'est clair, non ?](#) »



jean-michel apathie ✓
@jmaphatie

Suivre

A ceux qui disent qu'une autre politique est possible: IL N'Y A PLUS DE SOUS. C'est clair, non?

07:13 - 11 Sep 2014

144 40



Comme celle de Theresa May, cette prétendue clarté ne laisserait d'autre option que l'austérité budgétaire. Mais cette évidence n'est qu'apparente et dénote au mieux une incompréhension complète du système économique et financier dans lequel nous vivons. Du reste, pour financer les exigences de son allié au Parlement de Westminster, le parti ultra-conservateur unioniste nord-irlandais DUP, Theresa May a soudainement découvert un « *arbre magique à argent* » et promis un milliard de livres pour les six comtés nord-irlandais.

Quant à la France, elle n'a pas regardé s'il y avait ou non encore « *des sous* » lorsque, comme les autres grands pays occidentaux, elle a sauvé en quelques jours son système bancaire dans la foulée de la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008.

Bref, l'argument de « *l'épuisement des caisses* » ne tient pas. Pour une raison simple : le système monétaire ne fonctionne pas avec des « *caisses* » et l'argent est créé *ex nihilo*. Le comprendre permet d'avancer et d'ouvrir considérablement un débat que d'aucuns, effectivement, voudraient tant tenir fermé.

Pour ce faire, un ouvrage récemment paru en langue anglaise aux éditions Verso à Londres, *The Production of Money : How To Break the Power of Bankers*, est **hautement précieux**. Signé de l'économiste britannique Ann Pettifor, ce livre est sans doute la meilleure - et la plus claire - explication sur notre système monétaire et sur ses conséquences. Pour elle, la compréhension par les citoyens du mécanisme de la création monétaire est un moyen de faire des choix éclairés en se libérant de l'idéologie austéritaire qui s'est abattue depuis 30 ans sur le monde occidental, avec le soutien du système financier.

Dans son ouvrage, l'économiste montre avec brio que l'idée que l'argent existe en quantité limitée (et que, donc, à un moment ou à un autre, il ne puisse plus y « *avoir de sous* ») n'a en réalité pas de sens. Certes, l'école néoclassique a longtemps défendu cette idée que la monnaie était une « *matière première* » dont le prix était le taux d'intérêt. Les emprunteurs étaient donc sur un marché avec les épargnants, échangeant leurs actifs monétaires comme toute autre marchandise. Dans ce système, les banquiers ne seraient que les intermédiaires entre ces deux acteurs du marché de la monnaie. Et, effectivement, dans cette vision, lorsque l'argent manque, son prix augmente à défaut d'augmentation de l'épargne, donc de la production d'argent. Il faut donc réduire la dépense pour rétablir l'équilibre. D'où l'austérité.

Cette vision, qui sous-tend la réponse de Theresa May et la réflexion de Jean-Michel Apathie, est cependant en décalage complet avec toute réalité. Ann Pettifor souligne que « *l'on ne peut jamais être à court d'argent* ». Dès ses débuts, le système bancaire a, d'ailleurs, eu comme vocation de résoudre ce problème du « *manque d'argent* » en créant de la monnaie par le crédit pour compenser le manque d'épargne disponible. Ce crédit constitue aujourd'hui l'essentiel de la création monétaire : 95 % de la monnaie en circulation a été créée par les banques commerciales, 5 % par les banques centrales. Le système est simple : les banques accordent des crédits sur des fonds qu'elles ne possèdent pas « *en caisse* ». Ces fonds sont alors immédiatement crédités en dépôts et l'immense majorité de ces fonds n'est pas transformée en argent fiduciaire, concret, dont la création est du seul apanage de la banque centrale. L'argent créé n'a donc pas majoritairement besoin d'être créé par la banque centrale. Sa production relève principalement de la seule volonté des banques commerciales.

Pendant longtemps, cette création monétaire était certes en théorie limitée par des contraintes de quantité physique d'or et d'argent, ce qui limitait cette croissance du crédit. Aujourd'hui, elle l'est par les

réserves et les taux de refinancement définis par les banques centrales, mais ces cadres sont peu contraignants. Le taux de refinancement durcit certes le cadre, mais si la demande est là malgré ce durcissement, comme en 2005-2006, rien n'empêchera une banque de créer encore de la monnaie.

Les banques disposent donc bien de cette capacité de créer de la monnaie « à partir de rien » (« *out of thin air* », écrit l'auteur) en quantité en réalité illimitée. D'autant que les banques centrales, en cas de besoin, peuvent créer également « à partir de rien » de la monnaie pour les acteurs du système financier. C'est ainsi que, chaque mois, la BCE déverse 60 milliards d'euros sur les marchés financiers et que la Fed a pu trouver 85 milliards de dollars pour sauver en 2008 la compagnie d'assurance AIG. Cette réalité, longtemps contestée, a été reconnue par la Banque d'Angleterre en 2014, et, un peu plus implicitement, encore plus récemment en avril 2017, par la Bundesbank.

Dans ce contexte, les vrais freins à la création monétaire, la vraie régulation, sont de deux ordres. Le premier, c'est la confiance. Si les banques n'ont pas confiance dans leurs débiteurs, elles ne créeront pas de monnaie en leur refusant un crédit. Le second frein, c'est la volonté des emprunteurs de disposer de fonds supplémentaires. Si elles n'ont pas de clients, les banques ne pourront pas créer de monnaie, quand bien même elles en auraient la possibilité. C'est ce qui s'est passé en zone euro entre 2013 et 2016, lorsque la BCE a ouvert les vannes du crédit, mais que les banques ont manqué d'abord de confiance, puis de demande. Le problème alors n'était pas le manque de « *sous* », ni le « *prix de l'argent* ». C'est bien la preuve que la première force de la création monétaire réside dans les banques commerciales et dans les relations avec leurs clients.

Comment reprendre le contrôle de l'argent ?

Tout ceci change considérablement la donne. L'argent ne saurait manquer. Pour l'auteur, c'est là une « *bonne nouvelle* ». C'est ce qu'elle appelle le « *miracle d'une économie monétaire développée : l'épargne n'est PAS nécessaire au financement des achats ou de l'investissement* ». Lorsque le premier ministre Édouard Philippe prétend donc vouloir favoriser l'investissement productif en modifiant la fiscalité de l'épargne, il considère que la France est une économie sous-développée et non monétarisée. « *La disponibilité des moyens financiers dans une économie monétaire est à placer en contraste avec une économie pauvre et peu développée où l'épargne est la seule source de financement de l'investissement* », explique Ann Pettifor.

ANN PETTIFOR

THE
PRODUCTION
of MONEY

HOW TO BREAK THE
POWER OF BANKERS



Le système financier a été créé pour cela : dépasser les limites de l'épargne et offrir des moyens nouveaux à l'économie. Et l'auteur de poursuivre : « *Un système monétaire développé peut financer de très grands projets, des projets qui dépasseraient de loin la somme de l'épargne d'une économie. [...] Cela signifie qu'une société fondée sur un système monétaire sain pourrait s'offrir une éducation gratuite et un système de santé ; elle pourrait financer le soutien aux arts autant qu'à la défense ; elle pourrait faire face aux maladies et renflouer les banques dans une crise financière. Alors que nous pouvons manquer de ressources humaines et physiques pour sortir nos économies des énergies fossiles, les besoins de la société ne devraient jamais manquer de relations financières pour faire face à ces changements vastes.* » Le problème n'est pas, dès lors, de savoir « où trouver de l'argent » pour faire face aux grands défis sociaux, économiques et environnementaux, mais de savoir comment maîtriser la création monétaire. L'enjeu, dès lors, est de créer un système monétaire « sain ».

Or, comme le rappelle Ann Pettifor, notre système ne l'est pas, sain. Car le problème est évidemment que, disposant de ce pouvoir, le système financier ne l'utilise pas dans l'intérêt général, mais uniquement en faveur d'intérêts particuliers. La création monétaire favorise alors les marchés financiers eux-mêmes, et les rendements élevés et rapides qu'ils promettent. Et lorsque la mécanique se casse, il suffit de demander l'aide des États, auxquels l'on prêtera l'argent nécessaire à son propre sauvetage et dont on assurera le remboursement par une politique centrée sur le respect des créanciers, l'austérité, alors même que l'économie réelle voit son potentiel réduit par la concurrence de l'investissement financier et par les exigences de rendements. Progressivement, « *les valeurs du secteur financier l'emportent sur toute autre considération* », estime l'auteure, qui explique : « *Ce n'est pas un hasard si la dérégulation financière a mené à la dérégulation des heures de travail.* » Dans cette logique, les financiers ont évidemment tout intérêt à défendre l'idée d'une quantité limitée de monnaie qui, en réalité, leur serait réservée.

Pour Ann Pettifor, c'est cette prise de contrôle de la puissance créatrice de la monnaie par la finance qui amène aux maux actuels. Outre l'austérité, ceci conduit nécessairement à un recul de l'investissement productif sur le long terme et à un monde où les besoins essentiels ne sont pas satisfaits. En revanche, l'économie mondiale est à la merci d'un système financier centré sur lui-même et qui fait payer à « *l'économie réelle* » les crises causées par ses brusques pertes de confiance entre ses acteurs, comme en 2007 et 2008. Des crises destructrices qui font le jeu des nationalistes et des extrémistes, selon Ann Pettifor, en détruisant l'aptitude du politique, donc de la démocratie, à résoudre les problèmes, à combler les besoins sociaux et à orienter l'économie vers ces besoins. L'enjeu est donc majeur.

La deuxième partie de l'ouvrage propose d'explorer des solutions et l'auteure y discute les diverses propositions visant à reprendre le contrôle de la création monétaire. Elle y défend ses positions, fondées principalement sur un retour à la pensée de Keynes. Pour elle, la pensée keynésienne, limitée à un simple exercice de relance par la dépense publique, a été caricaturée afin de la discréditer. Keynes est principalement un penseur de la monnaie et du système monétaire. Son point de départ est de constituer un système monétaire sain, notamment par l'alliance entre un taux d'intérêt réel bas et une distribution de crédit réduite, un système où « *la finance est soumise aux intérêts plus larges de la société* ». L'inverse du système actuel, selon l'auteur. « *L'abandon de Keynes a été payé d'un prix élevé : le chômage et l'appauvrissement de millions de personnes* », estime-t-elle.

Cette vision lui fait REJETER les propositions de maîtrise de la création monétaire, notamment celle qui consiste à donner à la seule banque centrale la capacité de créer de la monnaie et [qui sera discutée l'an prochain en Suisse](#), dans le cadre d'une votation baptisée « *initiative monnaie pleine* ». **Selon elle, ce système transfère à une commission bureaucratique la création monétaire, alors même qu'elle est inspirée par la « *théorie quantitative de la monnaie* » qui édicte la nécessité, parfois, de réduire autoritairement la masse monétaire. Ceci comporte, selon l'auteure, le risque de prises de décisions sans contrôle démocratique inspirée par une vision dangereuse de ce qu'est la monnaie.**

[Initiative monnaie pleine - Partie 1 : Emission monétaire uniquement par la Banque nationale !](#) from [Vollgeld-Initiative](#) on [Vimeo](#).

Vidéo de présentation de l'initiative suisse « monnaie pleine » qui sera soumise au peuple helvétique en 2018. © [Vollgeld-initiative](#).

Elle préfère des moyens plus simples, qui n'enlèvent rien au fonctionnement du système, mais réduisent le pouvoir autonome de la finance : établir un contrôle étroit de la distribution du crédit, renforcer les ratios de solvabilité, assurer un endettement public à taux faible pour agir plus généralement sur les

taux et surtout mieux maîtriser les flux de capitaux. Ce dernier élément, qui serait réalisé par une taxe sur les transactions financières ou taxe Tobin, est la proposition la plus forte. Il s'agit non seulement de « ramener les fonds offshore dans les nations où la richesse est créée », mais aussi de retrouver des moyens d'agir. « *La mobilité du capital ôte aux autorités d'un pays le pouvoir d'organiser la prospérité économique en déterminant les taux d'intérêt les plus appropriés* », estime Ann Pettifor.

On notera, et ce n'est pas un hasard, que l'essentiel de ces propositions est aujourd'hui rejeté par la plupart des autorités politiques. En France, par exemple, le nouveau gouvernement soutient une moindre régulation bancaire et a abandonné tout projet européen de taxe Tobin. Ann Pettifor estime que la première condition pour ôter le « *pouvoir des banquiers* » est donc de développer une meilleure compréhension des mécanismes de création monétaire, en dépit de l'opposition de la majorité des universitaires. C'est seulement une fois ce travail effectué que la mobilisation citoyenne et politique pourra s'organiser.

Et, pour l'auteure, l'enjeu est particulièrement urgent pour deux causes : celle des femmes, souvent les premières victimes des coupes dans les dépenses de l'État et de la précarisation de l'emploi, et celle des défenseurs de l'environnement, qui ne peuvent espérer des politiques vraiment efficaces contre le réchauffement climatique avec l'actuel système monétaire.

L'Émission politique avec François Fillon, 24 mars 2017 © YouTube

Et c'est bien là l'essentiel actuellement pour nous, Français. La lecture de l'ouvrage d'Ann Pettifor met en relief les contradictions essentielles de la politique envisagée par le nouveau pouvoir : assurer un engagement environnemental fort et défendre et renforcer les logiques de l'actuel système monétaire et financier. Une logique suivie par Emmanuel Macron, comme jadis désirée par François Fillon qui, à l'image de Theresa May, refusait de donner plus de moyens à des infirmières « *pour ne pas faire de la dette* ». Mais cette lecture permet aussi d'envisager une alternative réformatrice, féministe et environnementaliste à la domination actuelle du centre droit, autour de cette réforme du système monétaire.

Aussi sa traduction française pourrait-elle s'avérer indispensable.

Romarc Godin.

Source : Mediapart, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/100717/reprenre-le-contrle-de-la-creation-monetaire-pour-echapper-l-austerite?onglet=full>

N'oubliez pas de vous abonner à Mediapart, ça vaut le coup ☐ :

[https://www.mediapart.fr/notre-offre-speciale?xtor=SEC-72-GOO-\[Abo\]-\[-\]-S-\[mediapart%20abonnement\]&gclid=Cj0KCOjw7pHLBRDqARIsAFyKPa5bSx9-iZRZp59D9swUIAdO6FqeSPm1bJVsf7d9Ie1yABlLX61tYaAmDYEALw_wcB](https://www.mediapart.fr/notre-offre-speciale?xtor=SEC-72-GOO-[Abo]-[-]-S-[mediapart%20abonnement]&gclid=Cj0KCOjw7pHLBRDqARIsAFyKPa5bSx9-iZRZp59D9swUIAdO6FqeSPm1bJVsf7d9Ie1yABlLX61tYaAmDYEALw_wcB)

Fil Facebook correspondant à ce billet :